

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 1995

21 SEPTEMBRE 1995

Proposition de loi insérant un article 383bis dans le Code pénal et un article 82bis dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en vue de réprimer la production, la diffusion et la possession d'images ressortissant à la pornographie infantine (1)

(Déposée par MM. Verreycken et Buelens)

DÉVELOPPEMENTS

Aujourd'hui, les vidéothèques sérieuses sont, elles aussi, victimes de la mauvaise image qui a été engendrée par l'accroissement de l'offre de cassettes vidéo pornographiques. Les efforts qu'elles déploient pour pouvoir maintenir le niveau de la qualité et pour pouvoir offrir des cassettes vidéo conçues pour apporter une détente authentique sont réduits à néant par le déferlement de productions pornographiques distribuées par les sex-shops et les vidéothèques moins scrupuleuses qu'elles.

Dans la gamme des films proposés par ces derniers, il est un genre qui attire tout particulièrement l'attention, à savoir celui de la pornographie impliquant des enfants, que les pédophiles présentent comme un genre «admissible». On tente, manifeste-

(1) À quelques modifications près, la présente proposition de loi correspond à celle déjà déposée au Sénat le 24 février 1994 sous le n° 992-1 (1993-1994).

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1995

21 SEPTEMBER 1995

Wetsvoorstel houdende invoeging van een artikel 383bis in het Strafwetboek en van een artikel 82bis in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, strekkende tot het bestraffen van de aanmaak, de verspreiding en het bezit van kinderpornografische voorstellingen (1)

(Ingediend door de heren Verreycken en Buelens)

TOELICHTING

De bonafide videotheken worden mee in een kwaad daglicht gesteld door de toename van het aanbod aan pornovideo's. Hun pogingen tot kwaliteitshandhaving en tot aanbieden van echte ontspanningsvideo's, worden tenietgedaan door het aanbod in de sexshops en bij de malafide collega's.

In het aanbodgamma valt een segment bijzonder op: de kinderpornografie, door pedofielen voorgesteld als aanvaardbaar. Dit in een duidelijke poging tot het opwekken van tolerantie tegenover kindermisbruik. Zogenaamd verlichte geesten pleiten voor de

(1) Op enkele wijzigingen na, stemt dit wetsvoorstel overeen met het reeds op 24 februari 1994 in de Senaat ingediende Gedr. St 992-1 (1993-1994).

ment, de créer, par le biais de ces films, un climat de tolérance à l'égard de l'exploitation des enfants. De soi-disant esprits éclairés plaident pour la liberté individuelle la plus totale, même des adultes anormaux, et favorisent ainsi des éléments qui ont pour effet de priver les enfants de la faculté de s'épanouir normalement.

Au cours des derniers mois, on a attiré à plusieurs reprises l'attention sur le phénomène odieux des abus sexuels commis sur les enfants. On a présenté, à ces occasions, des «scientifiques» qui vont jusqu'à prétendre que les enfants peuvent tirer profit de relations sexuelles avec des adultes. On a même entendu certains qualifier de «relation d'amour» la relation qui existe entre des pédophiles et des enfants, que ce soient les leurs ou ceux d'autrui, alors que seule la relation fondée sur l'attachement de parents qui jouent un rôle éducatif à l'égard de leurs enfants mérite d'être qualifiée de telle.

La thèse «emmiellée» selon laquelle la relation en question est une «relation d'amour» est totalement infirmée par certaines constatations, dont celles du Dr Lindblad, médecin-chef du département Enfants et adolescents de l'hôpital suédois Huddinge, lequel s'est penché sur le problème de l'inceste, qui ne constitue qu'un des points dont se sont préoccupés les auteurs de la présente proposition de loi. Il a montré, notamment, que, dans 25 p.c. des cas examinés, les victimes étaient des garçons et que la plupart d'entre eux présentaient des blessures dont la réalité pouvait être constatée (et qui leur avaient été infligées dans un contexte où l'amour n'avait manifestement pas eu sa place).

Bien des événements récents indiquent que les enfants servant de victimes — l'inceste est, ici, mis entre parenthèse — sont recrutés par le biais d'annonces placées dans des publications pornographiques qui s'attachent spécialement à faire passer pour normales les relations sexuelles avec des enfants. Parallèlement, l'absence quasi totale de mesures freinant l'acquisition de cassettes pornographiques ouvre la porte à une baisse des normes en la matière.

Lesdits films enregistrés sur cassette sont généralement des films d'amateur, réalisés par des parents d'enfants et des «oncles», dans lesquels ceux-ci représentent des scènes d'abus de leurs propres enfants. En outre, certains éléments indiquent que des parents mettent leurs enfants à la disposition de producteurs de cassettes vidéo pornographiques, et ce contre paiement.

Selon les commentaires de la proposition de loi allemande 12/709, signée par tous les groupes politiques, «les situations présentées sont des situations dans lesquelles il est question de relations sexuelles complètes (vaginales, orales et anales) avec des enfants de 4 ou 5 ans, généralement des fillettes,

meest volkomen individuele vrijheid, ook voor volwassen abnormalen, en bevorderen daarmee de onvrijheid van kinderen tot normale ontplooiing.

Gedurende de jongste maanden werd meermaals de aandacht gevestigd op het walgelijke fenomeen van het sexuele misbruik van kinderen. «Wetenschappers» worden daarbij ten tonele gevoerd, die argumenteren dat kinderen zelfs baat kunnen vinden bij sexuele relaties met volwassenen. Waarbij ook voor pedofielen die zich aan hun en andermans kinderen vergrijpen het begrip «liefdevolle relatie» wordt ingeroepen, hetgeen nochtans enkel kan voorbehouden worden aan de echte begripsvolle en liefdevolle relatie die opvoedende ouders bieden aan hun kinderen.

De sussende stelling van de «liefdevolle relatie» wordt helemaal ondergraven door, onder meer, de vaststellingen van Dr. Lindblad, hoofdgeneesheer van de kinder- en jeugdafdeling van het Zweedse Huddinge-ziekenhuis. Deze wijdde een onderzoek aan de incestproblematiek, die slechts één onderdeel vormt van de bekommernis van de indieners van dit wetsvoorstel. Hij toonde aan dat meer dan een vierde van de slachtoffers jongens zijn, en dat de meesten onder hen (stellig on-liefdevolle) vaststelbare verwondingen vertoonden.

Tal van gebeurtenissen uit het recente verleden verwijzen naar de rekrutering van kinderslachtoffers — buiten het incestgebeuren — via advertenties in pornobladen die zich specialiseren in het als normaal voorstellen van ontucht met kinderen. Tegelijk wordt ook de haast onbestaande aanschafdrempel van pornografische videobanden als normverlagend beschouwd.

De bewuste banden zijn meestal amateurvideo's, opgenomen door ouders en «ooms» waarin dan misbruik van de eigen kinderen wordt vertoond. Daarnaast bestaat ook het vermoeden dat ouders hun kinderen tegen betaling ter beschikking stellen van producers van kinderporno-bandens.

Uit het Duitse wetsvoorstel 12/709, ondertekend door alle politieke formaties: «de voorstellingen gaan tot volledig geslachtsverkeer (vaginaal, oraal en anaal) met vier- of vijfjarige kinderen, meestal meisjes, soms zelfs zuigelingen. Bij de realisatie van kinderpornografische producten worden die kinde-

parfois même des bébés. Pendant la réalisation des productions pornographiques impliquant des enfants, ceux-ci font l'objet de sévices sexuels, qui auront de graves conséquences physiques et mentales pour eux, généralement toute la vie durant.»

Des informations en provenance d'Allemagne et des Pays-Bas indiquent que des amateurs s'échangent des vidéofilms de ce genre, soit en privé, sans qu'intervienne la moindre rémunération, soit par le biais du circuit commercial. On est donc tout à fait fondé à craindre que le phénomène de la pornographie impliquant des enfants se développe non seulement dans les pays voisins, mais aussi chez nous et, qui plus est, qu'il soit en pleine expansion. Ce n'est certainement pas en autorisant tacitement l'implantation de sex-shops dans les grandes villes que l'on pourra commencer à limiter d'une manière ou d'une autre le développement de ce phénomène. Bien au contraire, car si les amateurs devaient s'en remettre jadis aux annonces anonymes paraissant dans des «publications spécialisées», il leur suffira désormais de s'adresser aux vidéothèques et aux sex-shops qui fourniront de nouveaux canaux de transmission.

Selon la *Gazet van Antwerpen* du 17 décembre 1993, il est frappant que les enfants utilisés dans les films en question soient de très jeunes enfants, que le phénomène atteigne dès à présent des dimensions internationales et que les vidéofilms visés soient produits en masse (...). Les enfants utilisés dans ces films seraient originaires des Pays-Bas et de Belgique (...). La plus jeune victime n'aurait même pas un an.

Et l'agence Belga faisant savoir, le 28 septembre 1995: «La tendance à utiliser des enfants occidentaux dans le marché de la vidéo pornographique, qui connaît actuellement un développement fulgurant, est en forte progression. C'est le pédopsychiatre Peter Adriaenssens qui tire cette déduction en se fondant, notamment, sur les statistiques de l'unité de police spécialement créée à Amsterdam pour s'occuper de ce problème. En six mois, cette unité de police a dépisté six studios de cinéma et de pornographie où on «travaillait» avec des enfants originaires des Pays-Bas et de Flandre. L'explosion du marché de la vidéo pornographique en Occident expose les enfants de notre pays à de nouveaux dangers.»

Il convient, me semble-t-il, de dénoncer le caractère illicite de tous les canaux par lesquels lesdites cassettes peuvent s'échanger ou être exposées en vue de leur vente ou de leur location. L'insertion d'annonces en vue d'échanges et d'expositions en vente ou en location doit également être érigée en infraction. La présente proposition de loi vise à faire tomber sous le coup de la loi tous les réseaux de production et de distribution de pornographie impliquant des enfants.

ren slachtoffer van sexueel misbruik, met verschrikkelijke lichamelijke en geestelijke gevolgen, meestal voor gans hun leven».

Informatie uit Duitsland en ook uit Nederland wijst op het fenomeen van de uitwisseling van deze video's tussen liefhebbers. Enerzijds privaat, als onbetaald ruilartikel; anderzijds commercieel. De vrees is zeker gerechtvaardigd dat kinderporno niet enkel in de ons omringende landen bestaat, maar ook in eigen land tiert. Het oogluikend toestaan van sexshops in de grootsteden zal zeker niet aanzetten tot enige beperking ervan. Integendeel, waar liefhebbers vroeger aangewezen waren op anonieme advertenties in «vakbladen», kunnen nu ook malafide videotheken en sexshops als doorgeefkanalen worden gehanteerd.

Gazet van Antwerpen van 17 december 1993: «Opvallend bij die zaak is het misbruik van zeer jonge kinderen, de internationale afmetingen die deze zaak nu al aanneemt en de grote schaal waarop de video's zijn gemaakt (...). De kinderen, die in de videofilms figureren, zouden zowel uit Nederland als uit België afkomstig zijn (...). Het jongste slachtoffer zou nog geen jaar oud zijn.»

Belga meldde op 28 september 1995: «Dat de tendens om Westerse kinderen in de exploderende pornovideomarkt in te schakelen sterk toeneemt leidt kinderpsychiater Peter Adriaenssens onder meer af uit gegevens van de politie-eenheid die speciaal voor de problematiek in Amsterdam werd opgericht. Deze vond op 6 maanden tijd 6 film- en fotostudio's waar «gewerkt» werd met Nederlandse en Vlaamse kinderen. De explosie van de pornovideomarkt in het Westen brengt ook in ons land kinderen in nieuwe gevaarzones.»

Het lijkt me aangewezen alle aanbod-creërende kanalen als verwerpelijk aan te wijzen, zowel het aanbieden van de onderlinge uitwisseling van banden als het tentoonstellen ter aankoop of verhuring. Ook het adverteren voor een der twee kanalen moet strafbaar worden. Het onderhavige wetsvoorstel heeft tot doel alle wijzen waarop kinderpornografie kan worden aangemaakt of verdeeld, strafbaar te maken.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Il est évident que les droits de l'enfant, qui ont été reconnus par les Nations unies et ratifiés par nos Chambres fédérales, sont violés en cas d'abus sexuels sur des enfants, et que le libre épanouissement de ceux-ci ne peut être garanti que si toute collaboration à la propagation de ces abus est poursuivie et sanctionnée.

La saisie de tout matériel et de tout appareil dont il est établi qu'il a servi à la production de films pornographiques impliquant des enfants et la saisie des bénéfices financiers ou des biens acquis grâce à ces bénéfices doivent être autorisées.

L'on peut aussi entraver les activités en question des entreprises de vente par correspondance et des expéditeurs privés en prévoyant la possibilité de contrôler leurs boîtes postales. Des informations en provenance de l'étranger indiquent de manière tout à fait évidente que l'on a affaire, en ce qui les concerne, à un canal de diffusion d'images pornographiques — manifestement considéré comme anonyme et incontrôlable — qui ouvre la porte à de trop nombreux abus.

Enfin, force est de constater que, s'il n'y avait pas de demande, il n'y aurait pas non plus d'offre. Par conséquent, toute tentative d'acquisition d'images, même à l'étranger, doit être assimilée à la détention effective ou à la production de celles-ci.

Article 3

L'on peut également renforcer la loi sur la protection de la jeunesse en prévoyant la possibilité d'intervenir lorsque des enfants sont soumis à des sévices sexuels pour la réalisation d'images pornographiques les impliquant. Il faut également s'attaquer à tous les maillons du circuit menaçant les enfants.

*
* *

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Het is duidelijk dat de rechten van het kind, erkend door de Verenigde Naties en bekrachtigd door de federale Kamers, worden aangetast door sexueel misbruik van kinderen, wier vrije ontplooiing enkel gewaarborgd wordt indien elke medewerking aan het propageren van dit misbruik wordt vervolgd en gestraft.

De verbeurdverklaring van alle materialen en toestellen, dienstig bewezen voor aanmaak van kinderpornografische voorstellingen, evenals de verbeurdverklaring van de geldelijke winsten of het door die winsten verworvene, moet mogelijk worden gemaakt.

Ook de postorderbedrijven en de particuliere verzenders kunnen worden tegengewerkt door in de mogelijkheid van het controleren van postbussen te voorzien. Buitenlandse informatie toont overduidelijk aan dat dit — blijkbaar anonieme en oncontroleerbaar geachte — kanaal te veel wordt misbruikt voor de verspreiding van dergelijke voorstellingen.

Tenslotte moet worden vastgesteld dat zonder vraag ook geen aanbod zou bestaan. Elke poging tot — vraagcreërende — verwerving, zelfs in het buitenland, moet dan ook worden gelijkgesteld met het effectieve bezit of de produktie.

Artikel 3

Ook de jeudbeschermingswet kan worden versterkt door de mogelijkheid om in te grijpen bij vaststelbaar kindermisbruik, voor kinderpornografische doeleinden. Hierbij moeten eveneens alle schakels in het kinderbedreigende circuit worden geïdentificeerd.

Wim VERREYCKEN.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code pénal est inséré un article 383*bis* rédigé comme suit :

« Art. 383*bis*. — Quiconque aura porté atteinte aux droits de l'enfant :

— en faisant de la publicité pour des vidéofilms pornographiques ou pour tout autre mode de présentation d'images pornographiques impliquant des mineurs d'âge, ou en insérant des annonces y relatives dans quelque publication que ce soit;

— en produisant, en en propageant, en en diffusant, en en offrant en vente ou en en vendant, de quelque manière que ce soit;

— en en gardant en sa possession, ce qui signifie qu'il peut en organiser la représentation;

— en tentant d'en acquérir;

sera condamné à un emprisonnement de un an à quatre ans et à une amende de quatre cents francs à quatre mille francs.

Tous les moyens qui auront servi à la production desdits films ou autres modes de présentation seront saisis.

Tous les bénéfices provenant de leur production et/ou de leur diffusion et tous les biens acquis grâce à ces bénéfices seront également saisis.

Les autorités judiciaires pourront contrôler les envois postaux et les boîtes postales lorsqu'elles soupçonnent qu'ils servent à la diffusion d'images pornographiques impliquant des enfants.

Toutes les infractions aux dispositions du présent article qui auront été commises à l'étranger seront assimilées à des infractions commises en Belgique. »

Art. 3

Dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est inséré un article 82*bis* rédigé comme suit :

« Art. 82*bis*. — Est puni d'un emprisonnement de un an à quatre ans et d'une amende de quatre cents francs à quatre mille francs :

1° quiconque recrute, de quelque manière que ce soit, des mineurs d'âge en vue de produire des images pornographiques impliquant des enfants ou de faire de la publicité pour elles;

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In het Strafwetboek wordt een artikel 383*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 383*bis*. — Hij die de rechten van het kind aantast door, inzake ontuchtvideo's en/of andere voorstellingswijzen, waarin minderjarigen worden voorgesteld :

— publiciteit te maken of te adverteren in gelijk welke publikatie;

— op eender welke wijze te produceren, te propageren, te verspreiden, voor verkoop aan te bieden of te verkopen;

— het bezit ervan, waardoor vertoning mogelijk wordt;

— pogingen te ondernemen voor de verwerving ervan;

wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot vier jaar en met geldboete van 400 tot 4 000 frank.

Alle middelen gebruikt voor het vervaardigen ervan worden verbeurdverklaard.

Alle winsten uit vervaardiging en/of verspreiding geput, evenals alle goederen met deze winsten verworven, worden eveneens verbeurdverklaard.

De gerechtelijke overheid mag poststukken en postbussen controleren bij verdenking van oneigenlijk gebruik ervan voor het verspreiden van kinderpornografische voorstellingen.

Inbreuken op deze wetsbepalingen gepleegd in het buitenland, worden gelijkgesteld met in België gepleegde inbreuken. »

Art. 3

In de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt een artikel 82*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 82*bis*. — Met gevangenisstraf van een tot vier jaar en met geldboete van 400 tot 4 000 frank, wordt gestraft :

1° hij die op eender welke wijze minderjarigen werft voor het aanmaken van, of het publiciteit voeren voor kinderpornografische voorstellingen;

2° quiconque met des mineurs d'âge à la disposition de producteurs d'images pornographiques impliquant des enfants ou de supports publicitaires y relatifs, que ce soit contre paiement ou non;

3° le producteur d'images pornographiques impliquant des enfants ou celui qui fait de la publicité pour elles.

En cas de récidive, ces peines sont portées au double.»

2° hij die minderjarigen ter beschikking stelt, al dan niet tegen vergoeding, van degenen die kinderpornografische voorstellingen aanmaken of er publiciteit voor voeren;

3° de aanmaker van kinderpornografische voorstellingen of hij die er publiciteit voor maakt.

In geval van herhaling worden deze straffen verdubbeld.»

Wim VERREYCKEN.
Door BUELENS.